

Nos valeurs en action...



leadership



intendance



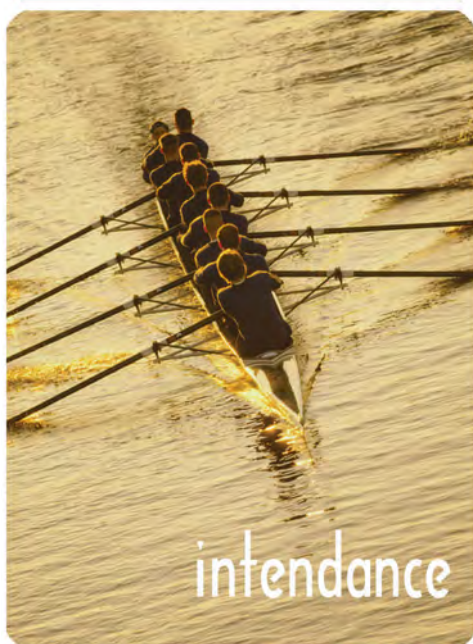
respect



# CCES

Rapport annuel  
2007-2008

## Message pour les partenaires



Nos valeurs en action...

La valeur qu'un organisme crée par le biais de ses réalisations est indissociable des valeurs sur lesquelles ce même organisme se fonde et qui le font prospérer. Pour cette raison, le CCES a alloué beaucoup de temps et déployé de grands efforts au cours de la dernière année pour clarifier ses valeurs et pour s'assurer que celles-ci reflètent son travail au quotidien.

Le CCES a entamé son processus de clarification des valeurs en faisant participer son conseil d'administration et son personnel à une séance interactive axée sur les valeurs d'un sport basé sur l'éthique. Il a ensuite porté son attention sur les valeurs organisationnelles qui, selon lui, devraient guider son travail. À titre d'organisme très engagé auprès du Mouvement Sport pur, il était important que la vision du CCES envers les valeurs d'un sport basé sur l'éthique reflète et renforce celles qui sont issues du mouvement en tant que valeurs que les Canadiens et Canadiennes désirent voir prôner par leur système sportif communautaire, soit **l'inclusion, l'équité, l'excellence et le plaisir**. Ces valeurs de base ont corollairement donné lieu à d'autres valeurs comme **la sécurité, le respect et la santé**.

Les valeurs organisationnelles qui guident désormais le travail du CCES et qui sont ressorties des discussions avec le conseil d'administration et le personnel, soit **la responsabilité, le respect, l'intendance, l'intégrité, le leadership et l'excellence**, sont identifiés dans ce rapport. Le CCES travaille actuellement très fort pour s'assurer que ces valeurs n'existent pas uniquement dans un document ou dans une affiche statique, mais qu'elles s'insèrent dans la gestion de son travail au quotidien afin de leur donner vie dans le cadre de chaque aspect, de la planification stratégique à la prestation de services. C'est l'acte délibéré d'intégrer les valeurs à son travail qui permet de s'assurer que son organisme et ses employés agissent de façon conforme à l'éthique.

Le CCES est très fier que sa certification ISO ait été renouvelée une fois de plus cette année. Cette remarquable réalisation est le résultat du respect fidèle des normes de l'industrie et des pratiques exemplaires de la gestion internationale des affaires de la part du personnel du CCES, ainsi que de son engagement envers les commentaires des clients et l'amélioration continue.

Cette année, le rapport annuel du CCES comprend un graphique illustrant son cadre stratégique. Il reflète son engagement envers ses valeurs ainsi que le respect qu'il démontre par rapport à ses politiques et à ses procédures ISO. Il est également axé sur les différences qu'il veut faire à court, à moyen et à long terme, conformément à son énoncé de mission et à sa vision de l'avenir.

De plus, le cadre est conçu de façon à démontrer comment le CCES aborde son travail, ce qui pourrait être mieux décrit comme suit : le CCES désire éliminer les comportements inacceptables afin de laisser toute la place à une conduite basée sur l'éthique. Pour ce faire, le CCES a organisé son travail en fonction de ce qu'il appelle sa « approche globale ». Celle-ci comprend la recherche, la défense et la promotion, la prévention, l'élaboration de politiques ainsi que la détection et la dissuasion. Cette approche lui permet de régler les problèmes contraires à l'éthique dans le sport selon différents points de vue. Elle permet également de promouvoir une conduite basée sur l'éthique dans le sport selon une perspective axée sur les valeurs.

Bien que le cadre ne le mentionne pas, sa perspective relativement à son travail le laisse transparaître : le CCES croit sincèrement que les causes profondes de tout comportement contraire à l'éthique dans le sport découlent des premières expériences et des valeurs véhiculées par le système sportif communautaire. Prenez, par exemple, la valeur visant à « gagner à n'importe quel prix » que prône trop souvent le sport communautaire. Il est facile de comprendre pourquoi des athlètes élités, exposés quotidiennement dès un très jeune âge à ce message véhiculé par les mots et les actions des adultes qui l'entourent,

seraient susceptibles de céder à la pression qu'ils subissent. Ceux-ci pourraient adopter, par exemple, un comportement contraire à l'éthique, tel que le dopage ou participer à des rituels d'initiation humiliants. Dans le cas du dopage, un athlète pourrait penser que : « Le dopage peut m'aider à gagner. J'ai appris à faire ce qu'il fallait pour gagner, alors pourquoi ne pas se doper? » Pour ces motifs, si nous ne changeons pas les valeurs du sport communautaire pour des valeurs qui reflètent, par exemple, que gagner en vaut uniquement la peine si nous y arrivons de manière équitable, et que nous véhiculons cette croyance tout au long de la vie d'un athlète, nous éviterons qu'il cède à la pression d'avoir recours au dopage ou d'adopter un comportement contraire à l'éthique. Ce genre de pression, l'athlète y fera face de toute façon dans le sport de haut niveau ou professionnel. Quant au dopage, le CCES, grâce à sa gestion du Programme canadien antidopage, combine son travail d'investissement en amont dans le sport communautaire axé sur des valeurs avec ses efforts pour prévenir que les athlètes élités utilisent le dopage et pour repérer ceux qui pourraient décider de le faire.

La valeur que le CCES a créée au cours de la dernière année se reflète dans les nombreuses réalisations de l'organisme décrites dans ce rapport annuel. En particulier, les efforts en amont visant à changer les valeurs sportives dans la collectivité sont révélées par les diverses contributions qu'il a apportées au Mouvement Sport pur. Au fur et à mesure que les communautés adhèrent au mouvement, le CCES semble de plus en plus se rapprocher de l'« apogée » de ce mouvement social et du sport que les Canadiens et Canadiennes désirent obtenir. En travaillant sur les causes profondes de tout comportement contraire à l'éthique dans le sport, le CCES a continué de surveiller le dopage de près. Il demeure implacablement engagé envers les droits de nos athlètes canadiens de pratiquer un sport sans dopage et son travail de gestion du Programme canadien antidopage au nom du sport canadien demeure un effort qui sert de modèle à différents pays à l'échelle internationale.

Au cours de la dernière année, le CCES a apporté de nombreuses contributions à un sport basé sur l'éthique qui n'auraient pu être possibles sans les efforts sans relâche et le dévouement sans borne de son personnel professionnel. Ce dernier a adopté ses valeurs en plus de leur donner vie dans le cadre de chaque aspect du travail quotidien, et c'est pourquoi il lui est énormément reconnaissant. De plus, le CCES est très privilégié de compter dans les membres de son conseil d'administration certaines personnes parmi les plus accomplies qui prodiguent des conseils, partagent leur expertise et font part de leur perception quant à l'intendance de l'organisme. Leur engagement envers l'éthique sportive au Canada est à la fois généreux et inspirant.

Le CCES ne pourrait rien accomplir sans l'important soutien financier provenant du ministère du Patrimoine canadien par le biais de Sport Canada. Il est très reconnaissant de son appui et de ses encouragements.

Le CCES espère qu'à la lecture de ce rapport annuel, vous serez non seulement frappé par l'immense quantité et la qualité professionnelle de son travail, mais que vous serez surtout en mesure de constater la grande valeur de ce qu'il accomplit et de la manière dont la valeur transparaît dans son engagement envers son sport et ses valeurs organisationnelles.



Dre. Louise Walker  
Présidente du Conseil  
d'administration



Paul Melia  
Président et directeur général

## TABLE DES MATIÈRES

Gouvernance et stratégie	2
Faits saillants	6
Élaboration des politiques	8
Défense et promotion	10
Prévention	12
Recherche	15
Détection et dissuasion	16
Rapport du vérificateur	21

vision et courage



**D<sup>re</sup> Louise Walker**  
**Vice-présidente du conseil**

- Codirectrice du Centre de médecine sportive d'Ottawa
- Professeure adjointe à la Faculté de médecine de l'Université d'Ottawa
- Coordinatrice du programme postdoctoral de médecine sportive au département de médecine de famille de l'Université d'Ottawa
- Diplômée en médecine de l'Université de Toronto en 1977 (étudiante diplômée en médecine de l'année)
- Intronisée au Panthéon des sports de l'Université de Toronto en 1993
- Ancien médecin de l'équipe nationale canadienne de hockey féminin
- Pratique la médecine sportive depuis 1981
- Championne canadienne de saut en hauteur en 1973
- A participé aux Jeux olympiques de 1972 et de 1976
- Médaillée d'argent aux Jeux du Commonwealth de 1974
- Membre (et ancienne présidente) de l'Académie canadienne de médecine du sport
- Ancienne membre du conseil d'administration du Conseil canadien des médecines sportives

Gouvernance  
et stratégie



**David Zussman, PhD**  
**Vice-président du conseil**

- Titulaire de la Chaire Stephen Jarislowsky d'administration publique de la Graduate School of Public and International Affairs and the Telfer School of Management de l'Université d'Ottawa
- Premier vice-président et chef de l'exploitation, EKOS Research Associates Inc., 2003-2005
- Commissaire à temps partiel à la Commission de la fonction publique du Canada, 2003-2010
- Professeur auxiliaire de politique et de gestion publique, Université d'Ottawa
- Président de l'Association canadienne des programmes en administration publique, 2007-2009
- Président du Forum des politiques publiques, 1996-2003
- Secrétaire adjoint au Cabinet pour l'appareil gouvernemental et la révision de programmes pour le Bureau du Conseil privé, 1994
- Responsable du processus de transition pour le gouvernement nouvellement élu en 1993 et 1997
- Auteur et coauteur de publications, dont *Alternate Service Delivery: Sharing Governance in Canada* et *The Vertical Solitude: Managing in the Public Service*
- Doyen de l'École de gestion de l'Université d'Ottawa, 1988-1992
- Mention de service public, décernée par l'Association professionnelle des cadres de la fonction publique du Canada, 2003
- Chroniqueur, *Canadian Government Executive* 2006 et au *Ottawa Citizen* depuis 2002

leadership

Nos valeurs en action...



**Françoise Baylis, PhD**

- Professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en bioéthique et philosophie de l'Université Dalhousie
- Associée des Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada de la Société royale du Canada
- Associée de l'Académie canadienne des sciences de la santé
- Spécialiste en éthique de la reproduction humaine assistée, en recherche sur les cellules souches, en génétique et en science du cerveau ([www.noveltechethics.ca](http://www.noveltechethics.ca))
- Ph.D. en philosophie avec spécialisation en éthique médicale, Université de Western Ontario
- Ancienne membre du Conseil national sur l'éthique en recherche humaine, du comité consultatif sur la science et l'industrie de Génome Canada, du bureau consultatif de l'Institut de génétique des IRSC, du comité permanent des IRSC sur l'éthique et du Conseil des gouverneurs des IRSC
- Membre du conseil d'administration de Procréation assistée Canada



**Ronald Bremner**

- Président, Gold Medal Consulting Group
- Ancien vice-président d'Insights Sports Ltd., une entreprise de câblodistribution numérique
- Ancien président du conseil et chef de la direction, Professional Sports Publication, New York
- Ancien président et chef de la direction du club de hockey des Flames de Calgary (1996-2001)
- Ancien président et chef de la direction de BCTV, Vancouver, une division de télévision de Westcom TV Group
- Ancien membre du comité exécutif du Bureau de la télévision du Canada
- Ancien président du conseil du Bureau de la télévision de l'Association canadienne des télédiffuseurs
- Président du conseil de la Royal Columbian Hospital Foundation
- Membre du comité exécutif du Vancouver Better Business Bureau
- Membre du conseil du Canadian Sports Hall of Fame
- Ancien membre du conseil du B.C. Sports Hall of Fame
- Siège au conseil consultatif du président de la St. Michael's Hospital à Toronto
- Télédiffuseur de l'année de la Colombie-Britannique, 1996
- Intronisé au Panthéon de la télédiffusion de l'Association canadienne des radiodiffuseurs en 2000

## VISION

Un système sportif canadien qui aide à construire et à enrichir les communautés en offrant un environnement sécuritaire, accueillant et enrichissant à tous les participants, à tous les niveaux du sport.

## RÉSULTATS À LONG TERME

Le sport « pur » est un actif très valorisé auprès du public.  
Les Canadiens croient que nos athlètes et ceux avec qui ils sont en compétition ne se dopent pas.  
Les Canadiens sont sûrs que le sport est à la hauteur de son potentiel et que les comportements basés sur l'éthique sont la norme dans le sport.

## RÉSULTATS À COURT TERME

Les organismes de sport du Canada et leurs athlètes se conforment au PCA.  
Le CCES est utilisé par la communauté sportive et les médias sportifs comme une source de renseignements et de conseils pour les questions relatives à l'éthique sportive.  
De plus en plus de gens et d'organismes connaissent le Mouvement Sport pur et la façon dont ils peuvent y contribuer.  
Les gens connaissent et comprennent mieux le pouvoir du sport « pur » et les pratiques à adopter pour y arriver.

## APPROCHE

élaboration des politiques - défense et promotion - prévention - détection et dissuasion - recherche

## RÔLES

contrôle - intendance

## VALEURS

respect - responsabilité - intégrité - excellence - leadership - intendance

## MISSION

Promouvoir l'éthique dans le sport au Canada

### Gordon I. Kirke, c.r.

- Avocat spécialisé dans les industries du sport et du divertissement
- Professeur de droit du sport et du divertissement à la faculté de droit Osgoode Hall de l'Université York et à la faculté de droit de l'Université de Toronto, et conférencier invité à la faculté de droit de l'université Marquette, à l'université du Michigan, à l'université Harvard et à d'autres établissements d'enseignement
- Premier président non américain de la U.S.-based Sports Lawyers Association
- Membre du conseil d'administration de Tennis Canada et président de la campagne Tennis Matters
- Auteur du premier rapport des joueurs traitant du problème des abus sexuels et du harcèlement dans le hockey
- Directeur de la Sheldon Kennedy Foundation, de la Children's Aid Foundation, de la Ontario Special Olympics Foundation, de Stop the Violence et d'autres organismes de bienveillance pour les enfants
- Un article-couverture du magazine *Canadian Lawyer* l'a décrit comme « un défenseur, un agent, un militant – un extraordinaire avocat du sport au Canada »



### L'honorable juge Lawrence A. Poitras, C.M., c.r.

- Associé principal du bureau de Montréal de Borden Ladner Gervais, où il est coordonnateur régional du règlement extrajudiciaire des différends (RED)
- Ancien juge en chef associé et juge en chef de la Cour supérieure du Québec, 1983-1996
- Membre du Barreau de Montréal, de l'Association du Barreau canadien et de l'Association du Barreau international et de sa section Arbitrage et règlement extrajudiciaire des différends (RED)
- Gouverneur émérite de la Fondation du barreau du Québec
- Membre fondateur, ancien vice-président et président de l'Association canadienne des juges des cours supérieures, 1979-1983
- Membre des Chambres de résolution de conflits et du Centre canadien d'arbitrage commercial
- Médiateur agréé de la Cour supérieure du Québec et associé de l'International Academy of Mediators
- Commissaire à la Commission royale sur la poursuite de Donald Marshall Jr., à Halifax et à Sydney, 1987-1990
- Président de la Commission d'enquête publique sur la Sûreté du Québec, 1996-1998
- Docteur honoris causa en droit civil de l'Université Bishop's, 1995
- Prix du mérite de l'Institut canadien pour la résolution de conflits, 1998
- Prix national de droit Ramon John Hnatyshyn de l'Association du Barreau canadien, 2000
- Membre de l'Ordre du Canada
- Prix du président de l'Association canadienne des juges des cours supérieures pour son importante contribution à la magistrature canadienne et à l'administration de la justice 2002



### Paul Melia

- Président, directeur général et secrétaire-trésorier du CCES
- Dirige la gestion des activités du CCES, dont l'administration du Programme canadien antidopage, et travaille avec les gouvernements et les organismes de sport dans le but d'élaborer une stratégie nationale d'éthique pour le sport amateur
- Président, Fondation Sport pur
- Ancien président, Association of National Anti-Doping Organisations (ANADO)
- Ancien directeur de l'éducation et des communications et ancien chef de l'exploitation au CCES
- Ancien vice-président régional d'In-Touch Survey Systems Inc.
- Diplômé de l'Université d'Ottawa avec une maîtrise en administration de la santé
- Ancien chef de l'unité des programmes de tabagisme à Santé Canada, responsable de la direction et de la gestion du département des stratégies de réduction de l'usage du tabac
- Connaissance approfondie et expertise dans l'élaboration et la mise en place de campagnes de sensibilisation, d'éducation et de changement social pour une variété de problèmes sociaux et de santé



### D<sup>re</sup> Jane Moran

- Diplômée en médecine de l'Université Queen's, 1982
- Professeure adjointe d'enseignement clinique, faculté de médecine de l'Université de la Colombie-Britannique, Vancouver, C.-B., depuis 1999
- Consultante en médecine d'urgence, Royal Jubilee Hospital et Victoria General Hospital
- Conseillère médicale de l'Union internationale de patinage, Jeux olympiques de Turin 2006, Jeux olympiques de Salt Lake City 2002, Jeux olympiques de Nagano 1998
- Membre de l'équipe médicale canadienne, Jeux olympiques de Lillehammer 1994, Jeux olympiques d'Albertville 1992
- Conseillère médicale, comité des tests sanguins, Jeux olympiques de Salt Lake City 2002
- Membre actuelle du sous-comité du CIO sur les jeunes dans le sport et sur la Triade de l'athlète féminine
- Vice-présidente du conseil d'administration, Victoria Emergency Medicine Associates, depuis 2004
- Membre du conseil d'administration, Association canadienne de patinage artistique, depuis 1997
- Auteur du manuel de médecine sportive du CIO, Les Femmes dans le sport, chapitre sur le patinage artistique, 2000
- A participé à la Conférence 2001 de l'AMA sur le dopage dans le sport à Copenhague, au Danemark, et au Congrès mondial 1999 du CIO sur le dopage dans le sport à Lausanne, en Suisse
- A participé au congrès de l'AMA en Espagne, en novembre 2007, pour la révision du Code mondial antidopage à partir de la réunion initiale de Copenhague en 2003
- Présidente de la commission médicale de l'UIP depuis 1998; membre de cette commission depuis 1993

### Beckie Scott

- Vétéran de onze ans de l'équipe canadienne de ski de fond; s'est retirée en 2006
- A participé à trois Jeux olympiques; médaillée d'or au cours des Jeux d'hiver de 2002 et médaillée d'argent en 2006
- Première athlète féminine nord-américaine médaillée olympique en ski de fond
- Membre du conseil d'administration du Comité d'organisation de Vancouver 2010
- Élue à la Commission des athlètes du CIO en 2006
- Membre du Comité des athlètes de l'Agence mondiale antidopage; partisane internationale du sport sans dopage
- Récipiendaire à deux reprises (2002-2003) du prix commémoratif John Semmelink, décerné à un athlète de sport de neige qui, par son esprit sportif, sa conduite et son habileté, a mieux représenté le Canada en compétition internationale
- A reçu le prix Spirit of Sport Story des Prix sportifs canadiens en 2004
- Intronisée au Alberta Sports Hall of Fame en 2006, au Panthéon des sports canadiens en 2007
- Coprésidente du conseil consultatif canadien pour l'organisme Right to Play
- Représentante spéciale d'UNICEF Canada



### En mémoire

#### L'honorable juge Charles L. Dubin – Conseiller honoraire

- Conseiller chez Torys LLP
- Nommé conseil de la Reine en 1950 – il était alors la plus jeune personne du Commonwealth à mériter un tel honneur
- Nommé à la Cour d'appel de l'Ontario, 1973
- Juge en chef associé de l'Ontario, 1987
- Juge en chef de l'Ontario, 1990-1996
- Commissaire, Commission d'enquête sur l'usage des drogues et des pratiques interdites destinées à augmenter la performance sportive, 1988
- Responsable de l'enquête sur les pratiques et procédures de l'Hospital for Sick Children, 1983
- Membre de la Commission royale d'enquête sur la sécurité de l'aviation au Canada, 1979
- Officier de l'Ordre du Canada
- Membre de l'Ordre de l'Ontario
- Titulaire du prix de droit Ramon John Hnatyshyn, 1998
- Commissaire à l'éthique pour le comité de candidature de Toronto aux Jeux olympiques de 2008
- Conseiller en éthique auprès de la Toronto Waterfront Revitalization Corporation

### Roger Jackson, OC, PhD, DSc Ancien président du conseil d'administration

- Chef de la direction, À nous le podium 2010
- Professeur émérite, faculté de kinésiologie de l'Université de Calgary
- Représentant du Canada au cours de trois Jeux olympiques, dont Tokyo (1964), où il a mérité une médaille d'or en aviron (en paire)
- Ancien conseiller principal pour le processus de candidature olympique pour Londres 2012
- Directeur fondateur du Centre de médecine sportive de l'Université de Calgary
- Ancien directeur de Sport Canada
- Ancien doyen de l'Éducation physique à l'Université de Calgary
- Ancien président du Comité olympique canadien
- Officier de l'Ordre du Canada



### Dr Andrew Pipe Président du conseil émérite

- Professeur, Faculté de médecine, Université d'Ottawa
- Directeur, Centre de prévention et de réhabilitation, Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa
- Membre fondateur du Centre canadien pour l'éthique dans le sport
- A participé à la conception de l'organisation nationale antidopage du Canada à la suite de la publication du rapport Dubin (1989)
- Médecin chef de l'équipe canadienne aux Jeux du Commonwealth 2006 et aux Jeux olympiques d'été 1992
- Président sortant de l'Académie canadienne de médecine du sport
- Président, Jeux du Commonwealth Canada
- Premier Canadien à recevoir le Prix du Comité international olympique pour services rendus dans le domaine de la médecine sportive
- Membre de l'Ordre du Canada et du Temple de la renommée olympique du Canada
- Rédacteur adjoint du *Clinical Journal of Sport Medicine*

## Nominations au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration du CCES est formé de Canadiens et Canadiennes reconnus dans divers milieux et qui possèdent l'expertise requise afin d'assurer une saine gestion du CCES. Le CCES invite les personnes intéressées à s'impliquer au sein de l'organisation, à titre de bénévole, à soumettre leur candidature. Si vous connaissez une personne qui pourrait contribuer au CCES en ce sens, veuillez proposer sa candidature par courriel à [nominations@cces.ca](mailto:nominations@cces.ca).

## Comités du CCES

Le CCES bénéficie de l'expertise et de l'expérience inestimables de nombreuses personnes qui siègent aux comités de l'organisation de façon désintéressée, dont les membres du Comité de révision des enjeux éthiques, du Comité pour les Autorisations d'usage à des fins thérapeutiques et du Comité de révision antidopage.

# Faits saillants

*Cette année fût riche en succès pour une grande variété d'activités qui supportent la mission du CCES : promouvoir l'éthique dans le sport au Canada.*



Nos valeurs en action...

## **99,3 % des athlètes canadiens contrôlés, sont propres**

Seulement 20 violations des règles antidopage ont été signalées pendant l'année, un signe que les athlètes canadiens (99,3 %) sont dédiés à l'éthique sportive.

## **Certification ISO**

Le CCES est certifié selon le système de gestion de la qualité ISO 9001:2000. La portée de la certification est conforme au Code mondial antidopage et aux normes internationales obligatoires. Le CCES maintient son accréditation ISO pour son programme de contrôle antidopage depuis 1999 et l'a étendue afin de couvrir toutes les activités commerciales de l'organisme en 2006.

## **Nombre record de 3 551 contrôles antidopage**

Le CCES a effectué un nombre record de contrôles antidopage, duquel 2 899 contrôles ont été effectués pour le programme national et 652 en vertu de contrat.

## **Trousse Champions Sport pur**

Une nouvelle trousse comprenant des ressources et des outils ciblés sera utilisée par les leaders intéressés à faire croître le Mouvement Sport pur dans leur communauté.



### **Nouvelle politique antidopage de la Ligue canadienne de hockey**

Le nouveau Programme d'éducation sur la drogue et politique antidopage de la LCH offre une formation obligatoire à tous les joueurs des trois ligues ainsi que des contrôles pour la Ligue de hockey junior majeur du Québec. Le programme complet sera en vigueur en 2008.

### **Code mondial antidopage**

Le CCES a envoyé des commentaires au nom de la communauté sportive canadienne pendant chaque étape de la consultation pour aider à établir les normes mondiales qui, par le biais du Programme canadien antidopage (PCA), déterminent comment une réponse efficace au dopage s'est construite au Canada.

### **Ateliers de gestion de risques**

Le Secrétariat Sport pur, localisé au CCES, a tenu des ateliers de gestion de risques pour aider les organismes nationaux de sport à gérer les risques de manière proactive. Ils ont mis en valeur les valeurs et principes de Sport pur afin de traiter de certains sujets comme la gouvernance, la gestion de conflits et la gestion des affaires.

### **Formation en ligne**

Le CCES a développé et géré un programme d'apprentissage en ligne pour offrir l'éducation sur l'antidopage aux athlètes canadiens. Les groupes cibles étaient les athlètes qui ont participé aux Jeux panaméricains et parapanaméricains, les athlètes collégiaux et universitaires, les joueurs de la Ligue canadienne de hockey, et les joueurs de football junior. Les cours ont fourni des renseignements importants et cohérents à presque 20 000 étudiants. Le taux de satisfaction des utilisateurs a été très élevé.

### **Protocole d'entente avec COVAN 2010**

Le CCES a signé un protocole d'entente avec le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN) pour fournir des services antidopage pour des événements sportifs avant les Jeux olympiques et paralympiques et dans le cadre de ceux-ci.

### **Taux de conformité de 96 % pour le programme de localisation de l'athète**

Afin de faciliter les contrôles sans avis au préalable, un groupe d'athlètes de haut niveau doit soumettre et maintenir sa localisation sur une base trimestrielle. Le programme est de plus en plus efficace et il a atteint un taux de conformité de 96 %.

### **1 142 membres ont adhéré au Mouvement Sport pur**

Comme le CCES, plusieurs groupes et communautés assurent une expérience positive, significative et enrichissante à tous ceux qui pratiquent un sport. Au cours de cet exercice financier, le mouvement a acquis 588 membres; en date du 31 mars 2008, il y avait 1 142 déclarations.

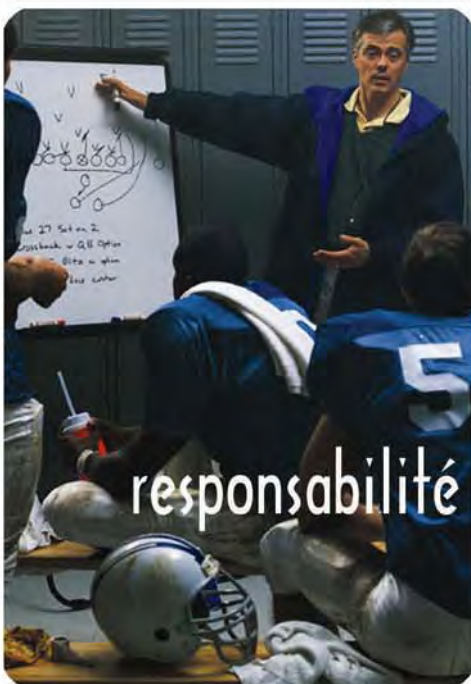
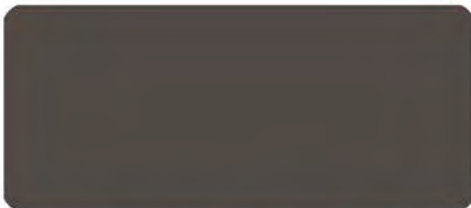
### **\$2 millions alloués au sport dans la communauté**

Le CCES, en collaboration avec la Fondation Sport pur, gère trois programmes de financement qui ont permis d'allouer environ 2 millions de dollars en 2007 à des initiatives de sport dans la communauté afin d'accroître l'équité, l'inclusion, l'excellence et le plaisir.



# Élaboration des politiques

*Le CCES collabore avec d'autres organismes et gouvernements, tant au Canada qu'à l'échelle internationale, pour établir des politiques et des lignes directrices adéquates afin de protéger le sport équitable et basé sur l'éthique.*



## Stratégie Sport pur

La Stratégie Sport pur, anciennement la Stratégie canadienne sur l'éthique dans le sport (un élément clé de la politique canadienne du sport), est une initiative nationale élaborée par la communauté sportive et les gouvernements afin d'améliorer la base éthique dans le sport sur tous les plans, et ce, d'un bout à l'autre du Canada. La Stratégie Sport pur est fondée sur la déclaration pour une éthique sportive (Déclaration de London), un cadre stratégique et un plan d'action de dix ans. Ces documents ont été endossés par les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du sport, des loisirs et du conditionnement physique. La stratégie représente la politique commune des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux visant à régler les problèmes émergents et fondamentaux liés à une conduite éthique dans le sport. Un comité directeur a été formé afin de guider les travaux effectués en fonction de la stratégie. Le CCES et Sport Canada ont été approchés pour coprésider le comité directeur, et le CCES, pour accueillir le Secrétariat Sport pur afin d'appuyer les travaux du comité directeur.

Au cours de l'année, le Secrétariat a préparé un rapport de progrès pour le Comité fédéral-provincial/territorial du sport concernant le statut du plan d'action. Dans la prochaine année, un processus d'évaluation complet et transparent sera amorcé et les résultats qui en découleront guideront les décisions futures sur la manière de rendre la Stratégie Sport pur plus efficace. La Stratégie Sport pur est une contribution majeure au Mouvement Sport pur.

## **Modèle de développement à long terme de l'athlète**

Le modèle de développement à long terme de l'athlète (DLTA) est un modèle de développement essentiel au sport canadien, car il établit une approche envers la formation, la compétition et la récupération selon sept étapes du développement de l'athlète. Son groupe dirigeant a étudié les liens qui existent entre le modèle de DLTA et les valeurs Sport pur. En réponse, le CCES a mis sur pied deux matrices (pour les athlètes et les organismes) qui font référence aux principes Sport pur avec les âges et les étapes du DLTA.

De plus, le CCES a coécrit un article intitulé « Maximizing the Sport Experience for our Children ». L'article est axé sur les questions que les parents devraient poser aux entraîneurs, aux clubs et à eux-mêmes pour s'assurer que leur enfant acquiert non seulement des connaissances spécialisées, mais également des valeurs positives.

## **Programme mondial antidopage**

Le Code mondial antidopage et diverses normes internationales connexes ont été révisés en 2007 et adoptés en novembre par la communauté sportive internationale dans le cadre de la troisième Conférence mondiale sur le dopage dans le sport à Madrid. La conférence constituait le point culminant d'une consultation mondiale sur certaines des principales améliorations à apporter au Code original de 2004.

Il est notamment question de : éducation obligatoire, une plus grande concentration sur les enquêtes pour déterminer les violations de dopage non analytiques, des sanctions de différentes durées et des pénalités très strictes pour les violations de dopage selon des circonstances aggravantes, et un accent sur les stéroïdes, les hormones et les stimulants inscrits sur la Liste des interdictions.

Le CCES a envoyé des commentaires au nom de la communauté sportive canadienne pendant chaque étape de la consultation pour aider à établir les normes mondiales qui, par le biais du Programme canadien antidopage (PCA), déterminent comment une réponse efficace au dopage s'est construite au Canada. Souvent utilisé comme modèle pour d'autres programmes antidopage, le PCA sera lui-même révisé en 2008 afin de demeurer conforme au Code, et la nouvelle version entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

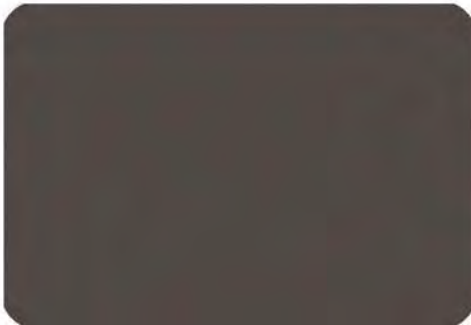
Les employés et bénévoles du CCES participent également à divers groupes de travail de l'Agence mondiale antidopage, incluant le comité de la Liste des interdictions, le comité d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques et le groupe de travail ADAMS.

## **Association of National Anti-Doping Organisations**

L'Association of National Anti-Doping Organisations (ANADO) est une association de perfectionnement professionnel visant à mettre en valeur la lutte contre le dopage dans le sport à l'échelle internationale. Au cours de l'année, le CCES a assisté à trois ateliers tenus par l'ANADO sur les prélèvements sanguins et l'éducation des athlètes, à Tokyo, en Pologne et à Lausanne.

## **Politique antidopage de la Ligue canadienne de hockey**

Le CCES a soumis ses commentaires et ses suggestions à la Ligue canadienne de hockey (LCH) sur sa politique antidopage avant qu'elle soit finalisée et adoptée en 2008. Le programme d'éducation sur la drogue et la politique antidopage de la LCH comprend des composantes uniques qui reflètent l'inquiétude de la ligue quant à la santé et à la sécurité de ses joueurs.



Défense et  
Promotion



Les valeurs en action...

*Le CCES offre un contexte éthique pour des discussions et des débats éclairés parmi les Canadiens sur une vaste gamme d'enjeux contemporains en matière de sport.*

### Adhésion au Mouvement Sport pur

Le CCES est fier d'être membre du Mouvement Sport pur, le mouvement national canadien pour le sport et la communauté, qui se fonde sur la croyance qu'un sport sain peut aider un individu à se construire des forces durables et peut aussi forger des communautés saines et actives, et faire en sorte que le Canada crée de meilleurs liens sociaux.

Comme le CCES, plusieurs groupes et communautés assurent une expérience positive, significative et enrichissante à tous ceux qui pratiquent un sport. Au cours de cet exercice financier, le mouvement a acquis 588 membres; en date du 31 mars 2008, il y avait 1 142 déclarations.

- Patinage Canada a adhéré au mouvement et plusieurs de ses fédérations provinciales affiliées ont fait de même.
- Le district scolaire 17 du Nouveau-Brunswick et toutes ses écoles ont adhéré au Mouvement Sport pur.
- La Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario (FASSO) a officiellement déclaré 13 de ses championnats provinciaux comme des événements Sport pur. Dans le cadre de chacun d'entre eux, tous les athlètes participants étaient encouragés à signer une grande bannière de principes Sport pur qui a ensuite été remise à l'école gagnante. Plusieurs des écoles qui tenaient ces événements se sont depuis déclarées comme des écoles Sport pur et environ 4 000 athlètes et entraîneurs ont été exposés au Mouvement Sport pur grâce à ce partenariat.

### Mettre la marque en évidence

Le Mouvement Sport pur est le mouvement social du Canada pour le sport et la communauté. Sa marque peut être utilisée par n'importe quel

groupe qui adopte les principes Sport pur. Au cours de l'exercice 2007-2008, plusieurs groupes ont fièrement affiché leur engagement envers les principes Sport pur.

- L'Ontario Recreation Facilities Association a créé une décalcomanie qui sera placée dans l'entrée des installations d'un bout à l'autre de l'Ontario afin d'aviser les visiteurs qu'ils entrent dans une installation Sport pur sécuritaire, accueillante et enrichissante.
- La Ligue centrale junior A de hockey a fait la promotion de la marque Sport pur de différentes façons, incluant un programme de sensibilisation axé sur l'école.

Ces initiatives démontrent que le sentiment d'appartenance partagée au Mouvement Sport pur est de plus en plus important et elles ont donné une meilleure visibilité et notoriété au Mouvement Sport pur.

### Interaction communautaire

Le CCES et le Secrétariat Sport pur réalisent que l'interaction en personne peut faire une grande différence en matière de promotion de la valeur de Sport pur.

- Au printemps, pour aller chercher plus d'organismes de l'ouest du Canada, le personnel du CCES a rencontré plusieurs organismes provinciaux, municipaux et multisports incluant la Manitoba Phys. Ed. Teachers' Association, SaskSport, l'Alberta Schools Athletic Association, plusieurs organismes de sport provinciaux d'Edmonton et de Calgary, le Calgary Sport Council, et LegaciesNOW à Vancouver.
- À l'échelle nationale, des présentations ont été données dans le cadre de certaines conférences, dont celle de l'Association canadienne des parcs et loisirs, le Sommet du sport, du leadership et du conditionnement physique et la Conférence sur le leadership sportif.

- Le programme d'animation communautaire, financé par la Fondation Trillium de l'Ontario, a rejoint 4 336 personnes en Ontario. Le projet-pilote de 20 mois visait à embaucher des animateurs communautaires dans deux régions cibles de la province afin d'augmenter l'appui envers le Mouvement Sport pur. Les animateurs ont aidé les dirigeants communautaires à intégrer Sport pur à leur collectivité et ils les ont encouragés à adhérer au Mouvement Sport pur. Le projet a pris fin le 1<sup>er</sup> décembre 2007 et il a atteint, voire surpassé tous ses objectifs.

### Outils promotionnels

Le CCES est un leader du Mouvement Sport pur. Au cours de l'année, il a mis sur pied une vaste gamme d'outils promotionnels afin de promouvoir le mouvement auprès de membres potentiels et d'aider les membres actuels à faire connaître le mouvement à même leur propre sphère d'influence.

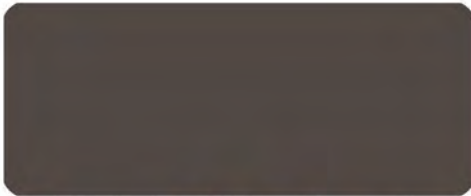
- Une nouvelle trousse Champions Sport pur sera utilisée par les dirigeants désirant faire connaître le Mouvement Sport pur au sein de leur propre collectivité. La trousse comprend des ressources et des outils ciblés comme des présentations, des notes de conférencier, des exemples de programmes, des instructions, des vidéos et du matériel promotionnel. La trousse a été testée avec succès dans le cadre de l'atelier des agents de contrôle antidopage (ACD) du CCES de mars 2007, où 33 ACD se sont déclarés Champions Sport pur.

- Un nouveau DVD aidera à rendre le Mouvement Sport pur très réel aux yeux des membres potentiels. La vidéo de sept minutes décrit les concepts fondamentaux du Mouvement Sport pur et elle comprend des images stimulantes et des témoignages convaincants de dirigeants sportifs et d'athlètes canadiens éminents.
- La Trousse d'action communautaire Sport pur continue d'être offerte par le portail Sport pur et en format papier. Elle comprend des déclarations, des principes et des renseignements pour aider à adopter Sport pur.
- Le portail Sport pur ([www.sportpur.ca](http://www.sportpur.ca)), appuyé par le CCES, est la plaque tournante des membres du Mouvement Sport pur. De nouvelles technologies et un portail interactif (p. ex. des pages à imprimer, des évaluations par l'utilisateur et des sections pour les commentaires) ont généré une plus grande utilisation du portail au cours de l'année. Le nombre d'utilisateurs inscrits (2 074) a connu une hausse de 88 % et les visites uniques ont augmenté de 81 %.
- Pour promouvoir la participation au Mouvement Sport pur, il est possible de commander d'autres articles en ligne, comme des bannières, des collants, des t-shirts, des vêtements et des bouteilles d'eau.

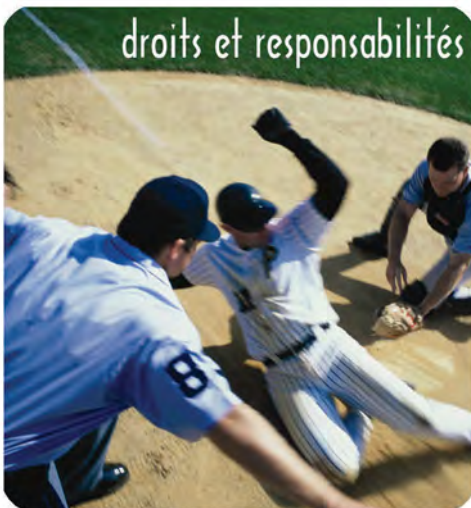
Ces outils et ces ressources aident les nouveaux membres et ceux déjà existants d'un bout à l'autre du Canada à apporter des changements à leur sport, leur club et leur collectivité.



Décalcomanie de l'Ontario Recreation Facilities Association



*Par le biais de l'éducation et de la diffusion, le CCES désire fournir à la communauté sportive canadienne les connaissances dont elle a besoin pour faire des choix éthiques en matière de sport.*



## Gestion proactive de risques

Le Secrétariat Sport pur a tenu un certain nombre d'**ateliers de gestion de risques** à l'intention des organismes nationaux de sport (ONS) afin de les aider à gérer les risques de manière proactive. Les ateliers de deux jours ne portaient pas uniquement sur la gestion sécuritaire et responsable; ils ont mis en valeur les idéaux de Sport pur afin de traiter de certains sujets comme la gouvernance, la gestion de conflits et la gestion des affaires.

Les ONS ont réalisé qu'ils pouvaient améliorer leur capacité à gérer les obstacles qui les empêchent de fournir un environnement sécuritaire et une expérience sportive de qualité à tous les participants. Sept ONS (Patinage de vitesse Canada, Natation Canada, Athlétisme Canada, CanoeKayak Canada, Hockey sur gazon Canada, Gymnastique Canada et Plongeon Canada) et un club local (Kanata Soccer) ont participé au programme-pilote.

Dans le cadre des ateliers de gestion de risques, plusieurs ONS ont souligné un risque commun : la capacité actuelle des opérations quotidiennes de leurs clubs membres. Dirigé par Natation Canada, un groupe d'ONS collabore à la mise sur pied d'un **programme d'excellence pour les clubs Sport pur** afin de renforcer les clubs qui sont à la base du système sportif canadien. Ce programme aidera les clubs sportifs à combler les besoins de leurs clients de manière plus efficace, de planifier les finances pour l'avenir et de régler des problèmes d'équité et d'éthique à l'échelle locale. Un comité de direction et de surveillance a été formé, qui a la responsabilité de mettre le programme en place. Au cours de l'automne 2007, deux ateliers sur la gestion et le sport (une composante du programme d'excellence pour les clubs Sport pur) ont été tenus à Halifax.

## Financement de l'accès et de l'inclusion au sein du sport dans la communauté

Le CCES, en collaboration avec la Fondation Sport pur, gère trois programmes de financement qui ont permis d'allouer environ 2 millions de dollars en 2007.

Le **Fonds Bell pour le sport communautaire**, soutenu par Bell Canada, vise à accroître l'accès et l'inclusion des enfants et des jeunes âgés de 4 à 17 ans participant à des sports d'équipe à l'échelle communautaire. En 2007, 1 085 demandes ont été soumises et 112 subventions, totalisant 1 million de dollars, ont été octroyées à des initiatives de sport communautaires pour 12 sports différents. Plus de 138 000 jeunes et 10 000 bénévoles ont bénéficié de ces subventions. En raison d'une restructuration interne, le Fonds Bell pour le sport communautaire n'a pas été offert en 2008.

Le **Fonds communautaire sport pur**, appuyé par une subvention de 2,5 millions de dollars de la Fondation de la famille J.W. McConnell, octroiera des bourses au cours des quatre prochaines années afin d'accroître l'accès au sport communautaire, notamment dans le Canada Atlantique, au Manitoba, en Saskatchewan et dans les trois territoires. Les subventions ciblent les enfants et les jeunes âgés de 4 à 17 ans issus de familles à faible revenu, de familles autochtones et de nouvelles familles canadiennes. Au cours de la première année du financement, 595 demandes ont été reçues et 41 subventions totalisant 365 000 \$ ont été versées. En 2008, le financement se poursuit d'un bout à l'autre du Canada avec 530 000 \$ accordés en bourses de 5 000 \$ et de 25 000 \$.

Le **Programme de dons pour bénévoles dans les sports communautaires de Bell** récompense les employés et les retraités de la compagnie qui ont fait du bénévolat au sein d'organismes de sport

communautaire. Pour obtenir du financement, les récipiendaires doivent démontrer comment ils intègrent les valeurs Sport pur – équité, inclusion, excellence et plaisir – aux activités de leur programme. En 2007, 500 000 \$ ont été distribués à plus de 550 équipes, groupes et clubs de sport. Le programme a été renouvelé pour 2008.

## Éduquer les athlètes en ligne

Le CCES a axé ses efforts sur le développement de l'expertise au sein de l'organisme afin de mettre sur pied, d'offrir et de gérer son propre programme d'apprentissage en ligne. En mars 2007, le cours en ligne sur l'antidopage pour les athlètes du groupe cible enregistré a été lancé. À l'été 2007, un cours en ligne a été offert aux athlètes canadiens qui ont participé aux Jeux panaméricains et parapanaméricains de Rio. En août, un cours obligatoire pancanadien sur l'antidopage a été mis sur pied pour les athlètes collégiaux et universitaires afin d'éduquer environ 20 000 athlètes étudiants.

Au printemps 2008, le CCES a personnalisé ses cours sur l'antidopage pour la Ligue canadienne de hockey, la Canadian Junior Football League et la Ligue de football junior du Québec.

Selon les taux de satisfaction élevés des utilisateurs et des administrateurs, les programmes d'apprentissage en ligne ont été un succès. Les données d'évaluation démontrent que 88 % des athlètes

universitaires et 81 % des athlètes collégiaux étaient satisfaits du contenu, de la qualité et de la rigueur des programmes. Quand nous leur avons demandé s'ils en savaient davantage sur les droits et les responsabilités antidopage après avoir suivi le cours, 92 % des athlètes universitaires et 86 % des athlètes collégiaux ont répondu par l'affirmative.

## Reconnaître l'excellence dans le sport

Le 19 mars 2008, Winnipeg a reçu la 35e édition annuelle du **Prix sportif canadien**. Pour la deuxième année consécutive, Sport Manitoba agissait comme hôte conjoint afin d'honorer les athlètes et les dirigeants qui nous ont inspirés en 2007. Le nageur Brent Hayden a remporté le titre d'Athlète masculin de l'année et la patineuse de vitesse Kalyna Roberge, celui d'Athlète féminine de l'année. Le Dr Roger Jackson a reçu le Prix du Leadership dans le sport, Paul Kristofic celui d'Entraîneur de l'année et Bell Canada le Prix d'excellence à l'entreprise. Le Prix de l'histoire de l'esprit du sport de l'année Investors a été remis à Sue Swain qui a démontré persévérance, esprit sportif, respect, et un amour du sport.

Après la cérémonie, un groupe d'athlètes a participé à la Tournée Sport pur. Les athlètes ont visité trois écoles du centre-ville du Manitoba afin de partager leurs réalisations et leurs histoires stimulantes en espérant inspirer les enfants et les jeunes grâce au sport.

CCA  
CCSC

La liste des interdictions

### Vous et vos responsabilités

Vous êtes ultimement responsable pour tout ce que vous consommez

- Qu'est-ce que la responsabilité stricte ?
- Qu'est-ce que la Liste des interdictions ?
- Quelles substances et méthodes sont sur la Liste des interdictions ?
- Est-ce qu'il y a des substances spécifiques à certains sports ?
- Pourquoi est-ce que le cannabis est sur la liste ?

PRÉCÉDENT 1 2 3 4 5 6 7 8 9 QUIZ RESSOURCES CCES

*Cours en ligne sur l'antidopage pour les athlètes étudiants*

## Promouvoir une saine alimentation et une image positive du corps

Le programme **CorpSensé**, financé au cours des dernières années par la Fondation Trillium de l'Ontario, vise à promouvoir une saine alimentation et à accroître la sensibilisation par rapport à l'image positive du corps dans le sport. Dans le cadre du programme, une coordonnatrice de l'animation a enseigné les 10 éléments de base de CorpSensé à 6 249 athlètes et influenceurs clés, à 69 clubs et au cours de 60 événements par le biais de 261 présentations.

Dans un sondage effectué après les présentations, les athlètes ont indiqué que leurs connaissances par rapport aux problèmes d'image positive du corps avaient augmenté de 54 % à 98 % et les adultes de 54 % à 90 %. Dans l'ensemble, 96 % des participants ont déclaré que les renseignements étaient très importants pour leur sport.

Bien que le financement pour la coordonnatrice de l'animation de CorpSensé ait pris fin en janvier 2008, les groupes intéressés peuvent acheter la Trousse de ressources CorpSensé, qui comprend des vidéos des présentations, au [www.bodysense.ca](http://www.bodysense.ca).

## Prendre contact avec les parties intéressées

Afin de mieux comprendre et d'appuyer les parties intéressées, le CCES a lancé diverses initiatives de sensibilisation pendant l'exercice financier.

Des ressources Sport pur et du CCES ont été envoyées aux **Jeux d'hiver de l'Arctique**, qui ont eu lieu à Yellowknife.

Les **professionnels de la santé** de la Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa ont participé à un atelier du CCES sur la prise de décision éthique. Les ressources sportives et antidopage du CCES ont été utilisées dans le cadre d'un autre

atelier qui avait lieu à la Faculté de pharmacie de l'Université de Toronto.

Le CCES a collaboré avec **l'Association canadienne des entraîneurs** à son atelier Diriger un sport sans drogue, que les entraîneurs doivent suivre s'ils travaillent avec des athlètes de compétition des écoles secondaires, des Jeux du Canada et de calibre junior à l'échelle nationale. L'atelier traite de la prise de décision éthique au sein d'un contexte antidopage et il sera lancé dans tout le Canada en novembre 2008, conjointement avec la Conférence sur le leadership sportif.

## Outils et ressources

Pour aider les athlètes canadiens à comprendre les exigences auxquelles ils font face, le CCES offre des renseignements faciles à comprendre dans divers formats : papier, téléchargeables et sur le Web.

La **Carte de référence sommaire** du CCES a été révisée cette année et 30 000 cartes ont été distribuées aux athlètes des organismes nationaux de sport, des centres canadiens multisports ainsi que des établissements universitaires et collégiaux. La carte offre des renseignements importants et d'autres ressources pour les athlètes sujets à des contrôles antidopage.

Pour aider les athlètes à savoir si un médicament canadien est interdit, le CCES répond également aux **questions sur les substances** par courriel et par téléphone. Un outil électronique, la Banque d'information sur les substances (BIS à [www.bismondiale.com](http://www.bismondiale.com)), demeure très populaire et reçoit environ 30 000 demandes par année. Le Livret de classification des substances continue d'être souvent consulté en

ligne avec plus de 11 000 téléchargements.

Un nouveau site Web dynamique et interactif ([www.marie-jeanne.info](http://www.marie-jeanne.info)) informe les athlètes canadiens âgés de 12 à 24 ans sur les conséquences potentielles de la consommation de la marijuana dans le sport. Financé par Santé Canada et développé en partenariat avec plusieurs autres organismes, le site présente des vidéos d'athlètes canadiens discutant de la façon dont ils gèrent la pression qu'ils ont de consommer de la marijuana. De plus, le site Web comprend des vidéos d'entraîneurs et de présentateurs de nouvelles sportives traitant des réalités négatives de la consommation de la marijuana et offre des trousseaux d'outils pour les entraîneurs, les parents, les bénévoles et les professeurs qui aimeraient éduquer et influencer les athlètes. Au cours du trimestre de l'automne 2007, du matériel sur [www.marie-jeanne.info](http://www.marie-jeanne.info) a été distribué dans les établissements universitaires, collégiaux et secondaires du pays. C'était la première fois que le CCES diffusait des messages antidopage à des écoles secondaires.

Au cours de la dernière année, neuf **avis** ont été envoyés pour informer la communauté sportive d'importants enjeux et changements. Les sujets incluaient les processus de révision du Code mondial antidopage, des normes internationales et du Programme canadien antidopage ainsi qu'un avis particulier à l'intention des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains. Trois avis mettaient en garde contre des substances et des méthodes interdites précises en clarifiant le statut du finastéride, des infusions intraveineuses et d'un supplément alimentaire appelé MdMt qui comprend des stéroïdes anabolisants.



# Recherche

*Le CCES contribue à la recherche sur le sport et l'éthique afin de comprendre les causes et les conséquences du sport contraire à l'éthique et d'informer l'élaboration de son programme sur un sport axé sur des valeurs.*

consultatif et  
basées sur des preuves

## Laboratoire de l'INRS

Le laboratoire canadien accrédité par l'AMA, l'Institut Armand-Frappier, est dédié à aider à rendre le sport équitable pour les athlètes, par la recherche et des méthodes de détection à la fine pointe. Sous la direction de Mme. Christiane Ayotte, L'INRS a contribué au groupe de travail de l'AMA sur l'EPO et sur le module endocrinologique du passeport de l'athlète. La Professeure Ayotte a été citée en tant qu'experte témoin par plusieurs tribunaux antidopage internationaux. Elle a également contribué à de nombreuses publications sur les techniques d'analyse.

## Proposition de financement de la recherche, en collaboration avec l'Université Brock

Le Secrétariat Sport pur et l'Université Brock ont soumis une proposition de financement au Conseil de recherche en sciences humaines pour approfondir la gestion des valeurs au sein du système sportif canadien. Les valeurs communes du sport sont acceptées et respectées par plusieurs, mais la manière dont ces valeurs sont intégrées aux décisions, aux actions, aux résultats et aux expériences est peu conforme et peu uniforme. Bien que la proposition n'ait pas été acceptée, le Secrétariat Sport pur continuera d'étudier les possibilités de combler cet écart.

## L'influence du sport : le rapport Sport pur

Le CCES a demandé une revue de littérature complète de la documentation afin de prouver le rôle essentiel que joue le sport communautaire comme générateur de capital social par le biais de divers objectifs de société incluant l'éducation, le développement de l'enfant et des jeunes, l'inclusion sociale, le développement économique et le développement durable. Ce rapport, qui sera lancé en novembre 2008, devrait permettre aux communautés, aux responsables des politiques et aux chefs d'entreprise de reconnaître l'immense potentiel de notre système sportif communautaire et de catalyser de nouvelles approches qui exploiteront ce potentiel pour les Canadiens et Canadiennes.

## Proposition de recherche sur les stéroïdes à l'intention de Santé Canada

Le CCES a présenté une proposition à Santé Canada afin de mettre sur pied un programme de sensibilisation sur les dangers de la consommation de stéroïdes, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du sport. Si elle est acceptée, le projet sera mis en marche en 2009.

responsabilité

Nos valeurs en action...

intégrité



Détection  
et dissuasion

*En planifiant et en mettant en place un programme de contrôles antidopage complet, le CCES aide à protéger le droit des athlètes à participer à une compétition équitable.*

indépendance et  
fiabilité



Nos valeurs en action...

Au cours de l'exercice financier, le CCES a effectué un autre nombre record de contrôles antidopage, soit un total de 3 551, du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008 (voir tableau 1).

Le CCES gère le Programme canadien antidopage (PCA) financé par Sport Canada au nom de la communauté sportive. Au cours de cette période, 2 899 contrôles ont été effectués sur des athlètes canadiens (voir tableau 2), et la grande majorité d'entre eux, soit 99,3 %, adoptait une conduite éthique puisque leur contrôle s'est avéré négatif.

### **Contrôle selon la formule de rémunération à l'acte**

Conformément à la nature internationale du sport de compétition, le CCES effectue également des contrôles antidopage selon la formule de rémunération à l'acte pour divers organismes de sport nationaux et internationaux. Dans le cadre d'événements internationaux tenus au Canada au cours de l'année, le CCES a effectué 479 contrôles antidopage. Le plus grand nombre de contrôles a été effectué pour l'Union internationale de patinage (86), la Fédération internationale d'escrime (53) et la Pan-American Judo Union (40).

La Ligue canadienne de hockey (LCH) a fait des progrès avec son nouveau programme d'éducation sur la drogue et la politique antidopage. La LCH a confirmé son engagement auprès du programme en offrant une formation obligatoire sur les droits et responsabilités antidopage à tous les joueurs des ligues de l'Ouest, de l'Ontario et du Québec. Bien que les contrôles aient été remis à la saison 2008-2009, des contrôles ont été effectués dans la Ligue de hockey junior majeur du Québec afin de détecter le dopage au sein du hockey junior.

**Tableau 1 : Contrôles antidopage par programme, 2007-2008**

Type de contrôle	T1	T2	T3	T4	Total
Programme canadien antidopage	696	806	662	735	2899
Contrôles contre rémunération					
Fédérations internationaux/Jeux majeurs	140	119	107	113	479
Organismes de sport nationaux	42	6	19	0	67
Agence mondiale antidopage	0	5	44	18	67
Association of National Anti-Doping Organizations	23	5	11	0	39
<b>Total</b>	<b>901</b>	<b>941</b>	<b>843</b>	<b>866</b>	<b>3551</b>

**Tableau 2 : Contrôles effectués dans le cadre du Programme canadien antidopage, 2007-2008**

Sport	EC	HC	Total	Sport	EC	HC	Total	Sport	EC	HC	Total
ACSC - Badminton	4	0	4	Haltérophilie	30	33	63	SIC - Hockey sur gazon	11	2	13
ACSC - Basketball	8	12	20	Handball	0	6	6	SIC - Lutte	10	0	10
ACSC - Football	23	41	64	Hockey	54	59	113	SIC - Natation	12	1	13
ACSC - Soccer	12	0	12	Hockey sur gazon	12	32	44	SIC - Rugby	11	0	11
ACSC - Volleyball	8	0	8	Hockey sur luge	0	24	24	SIC - Soccer	7	0	7
Athlétisme	136	169	305	Judo	24	30	54	SIC - Volleyball	8	0	8
Aviron	26	75	101	Karaté	6	5	11	Skeleton	9	27	36
Badminton	10	0	10	Luge	10	26	36	Ski acrobatique	11	22	33
Baseball	12	6	18	Lutte	30	57	87	Ski alpin	5	44	49
Basketball	1	43	44	Nage synchronisée	8	28	36	Ski de fond	21	40	61
Basketball en fauteuil roulant	8	48	56	Natation	52	128	180	Ski nautique	6	0	6
Biathlon	16	11	27	Patinage artistique	8	4	12	Ski nordique IPC	11	11	22
Bobsleigh	16	50	66	Patinage de vitesse	42	82	124	Soccer	0	27	27
Boccia	5	0	5	Pentathlon moderne	6	0	6	Softball	0	26	26
Boxe	23	22	45	Planche à neige	8	17	25	Sports équestres	6	7	13
Canoë / Kayak	59	108	167	Plongeon	12	9	21	Sports roulants - vitesse	0	4	4
Combiné nordique	4	1	5	Quilles	4	0	4	Squash	12	0	12
Culturisme	2	0	2	Racquetball	8	0	8	Taekwondo	12	7	19
Curling	8	0	8	Ringuette	8	0	8	Tennis de table	10	0	10
Curling en fauteuil roulant	4	0	4	Rugby	0	5	5	Tennis en fauteuil roulant	0	8	8
Cyclisme	47	106	153	Rugby à sept	0	6	6	Tir à l'arc	12	0	12
Duathlon	4	0	4	Rugby en fauteuil roulant	6	22	28	Triathlon	14	38	52
Escrime	6	7	13	Saut à ski	6	0	6	Voile	6	0	6
Football junior	19	15	34	SIC - Athlétisme	15	0	15	Volleyball	0	41	41
Gymnastique - Trampoline	5	12	17	SIC - Basketball	10	16	26	Volleyball de plage	4	11	15
Gymnastique artistique	7	21	28	SIC - Cross Country	3	0	3	Water-polo	6	44	50
Gymnastique rythmique	10	0	10	SIC - Football	44	58	102	<b>Total</b>	<b>1120</b>	<b>1779</b>	<b>2899</b>
				SIC - Hockey	27	25	52				

EC – En compétition  
HC – Hors compétition

## Gestion des résultats

Un nombre de 20 violation des règles antidopage ont été signalées, soit une de moins que l'an passé (voir tableau 3).

Le CCES utilise depuis longtemps les services du laboratoire de l'INRS-Institut Armand-Frappier, le laboratoire canadien accrédité de l'AMA, à Montréal. L'INRS offre une vaste gamme de services de recherche et d'analyse, incluant de l'aide concernant les questions sur les substances et la gestion des résultats, et contribue beaucoup au Programme canadien antidopage.

Le comité de révision antidopage continue à informer le CCES.

Sur les 20 athlètes avisés, quatre d'entre eux ont exercé leur droit de demander une audience devant un arbitre indépendant, et un athlète a opté pour la médiation, par le biais du Centre de règlement des différends sportifs du Canada (CRDSC). Le CRDSC agit comme tierce partie neutre dans ces différends; il gère les séances de médiation, de résolution, de facilitation et d'arbitrage, tel que le nécessite le traitement de toutes les violations soumise. Au cours de 2007-2008, 58 % des différends liés au sport soumis au CRDSC concernaient des infractions antidopage.

**Tableau 3 : Violations des règles antidopage, 2007-2008**

Athlète	Sexe	Sport	Violation	Sanction
Adams, Jeff	M	Athlétisme	Métabolite de cocaïne	Aucune période de suspension*
Baxter, Matt	M	SIC Football	Letrozol	2 ans de suspension
Bouchard, Jacques	M	Athlétisme	Éphédrine	3 mois de suspension
Bourassa, Marc	M	Boxe	Cannabis	2 ans de suspension
Boyle, Shari	F	Duathlon	Refus	2 ans de suspension
Davis, Adrian	M	SIC Football	Métabolite de cocaïne	2 ans de suspension
Despres, Serge	M	Bobsleigh	Nandrolone	2 ans de suspension
Jarvis, Christopher	M	Aviron	Omission de soumettre coordonnées	3 mois de suspension
Turner, Don	M	Basketball en fauteuil roulant	Métabolite de cocaïne	2 ans de suspension
Vertullo, Alessandro	M	Football junior	Nandrolone	2 ans de suspension
Ware, Nathan	M	Football junior	Méthandienone	2 ans de suspension
Watson, Shawn	M	Basketball en fauteuil roulant	Métabolite de cocaïne	2 ans de suspension
Westlake, Gregory	M	Hockey sur luge	Omission de soumettre coordonnées	3 mois de suspension
Non-divulgué	N/A	Boxe	Cannabis	Réprimande et avertissement
Non-divulgué	N/A	ACSC Football	Cannabis	Réprimande et avertissement
Non-divulgué	N/A	ACSC Football	Cannabis	Réprimande et avertissement
Non-divulgué	N/A	Basketball en fauteuil roulant	Cannabis	Réprimande et avertissement
Non-divulgué	N/A	Canoë-Kayak	Cannabis	Réprimande et avertissement
Non-divulgué	N/A	SIC Football	Cannabis	Réprimande et avertissement
Non-divulgué	N/A	Ski alpin paralympique	Cannabis	Réprimande et avertissement

\* La décision du Tribunal arbitral du sport (TAS), publiée le 16 mai 2008, a éliminé la suspension de M. Adams.

## Programme de contrôle sanguin

Le programme de contrôle sanguin du CCES sera entièrement fonctionnel en 2008-2009. Cette année, le but consistait à être conforme au Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail et à augmenter la sensibilisation au niveau international.

## Formation et contrôle avant les jeux

Au début de l'année, une attention particulière a été portée à la formation et au contrôle avant les jeux pour l'équipe canadienne qui se rendait aux Jeux panaméricains et parapanaméricains de Rio de Janeiro, au Brésil. Des 470 athlètes qui faisaient partie de l'équipe, 374 d'entre eux ont suivi leur formation antidopage en ligne et 198 ont été contrôlés à l'avance.

## Entente de service avec le comité d'organisation de Vancouver 2010

Le CCES a signé un protocole d'entente avec le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN). À titre de fournisseur de services antidopage en sous-traitance, incluant le prélèvement et l'analyse d'urine et de sang, le CCES offrira des services antidopage pour des événements sportifs liés aux Jeux olympiques et paralympiques et dans le cadre de ceux-ci.

Sept membres du personnel du CCES ont été prêts à l'équipe du COVAN afin d'offrir des services antidopage efficaces pendant les Jeux. Les activités en cours comprennent l'élaboration de systèmes et de protocoles pour tous les lieux ainsi que le recrutement et la formation des ACD et d'autres bénévoles.

## Programme des agents de contrôle de dopage

Le nombre d'ACD a augmenté en 2007-2008. Un total de 25 nouveaux ACD ont été accrédités afin d'effectuer des prélèvements au cours de Vancouver 2010, ce qui porte le nombre d'ACD à 85 pour les huit provinces. En mars, l'atelier de renouvellement de l'accréditation des ACD, qui a lieu deux fois l'an, se tenait à Ottawa cette année, et 85 ACD y ont participé. La Trousse Champions Sport pur a été présentée pour la première fois et 33 ACD sont devenus Champions Sport pur.

Cette année, un programme de sélection des bénévoles a été lancé. Parmi les exigences de sélection, tous les ACD doivent accepter de faire vérifier leurs antécédents judiciaires avant d'être accrédité ou accrédité de nouveau.

En novembre, pour aider l'Agence mondiale antidopage (AMA) à mettre sur pied des organismes antidopage régionaux, trois membres du personnel du CCES ont animé un atelier pour les ACD en Guinée, en Afrique. Au cours de cet atelier de trois jours, 18 participants provenant de huit pays différents ont démontré une soif d'apprendre et un grand intérêt en la matière.

## Autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT)

Au cours de l'année, le CCES a approuvé 193 AUT abrégées, un processus rapide pour les substances interdites communes (glucocorticoïdes et bêta-2 agonistes) qui sont plus souvent prescrites sous forme d'inhalateurs pour les asthmatiques. Pour les substances comme la prednisone et l'insuline, 130 demandes standards d'AUT ont été reçues; 62 d'entre elles ont été approuvées et une demande a été refusée.

## Programme de localisation de l'athlète

Un groupe d'environ 800 athlètes du groupe cible enregistré doit soumettre et maintenir sa localisation sur une base trimestrielle afin de faciliter les contrôles sans avertissement au préalable. Le programme est de plus en plus efficace et il a atteint un taux de conformité de 96 %. Les soumissions en ligne par le biais de l'Anti-Doping Administration & Management System (ADAMS) ont augmenté de 38 % par rapport à 32 % l'an passé. Deux athlètes ont violé les règles antidopage en omettant de soumettre leurs renseignements de localisation pour une période de 18 mois. Les deux cas ont nécessité un arbitrage et ont donné lieu à une période de suspension de trois mois.



*Atelier pour les ACD en Guinée, en Afrique*



*Session de planification annuelle du CCES*

# Rapport du vérificateur

Aux membres du Centre canadien pour l'éthique dans le sport



Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Centre canadien pour l'éthique dans le sport au 31 mars 2008 et les états des recettes et dépenses ainsi que l'avoir de l'organisation pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisation au 31 mars 2008 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables canadiens généralement reconnus. Tel que requis par la Loi sur les corporations canadiennes, nous rapportons que, à notre avis, les conventions comptables ont été appliquées conformément à celles de l'année précédente.

McCay, Duff & Company LLP,  
Comptables public agréés

Ottawa (Ontario)  
le 27 mai 2008



Nos valeurs en action...

## État de la situation financière au 31 mars 2008

### ACTIF

#### Courant

Encaisse (note 4)	117 200 \$
Investissements à court terme (note 5)	1 427 599
Comptes clients	456 229
Frais payés d'avance	19 839
	<hr/>
	2 020 867

Immobilisations (note 6)	82 909
Investissements du CCES - Projets de partenariat (note 7)	3
	<hr/>
	2 103 779 \$

### PASSIF

#### Courant

Comptes fournisseurs et charges à payer	1 050 800 \$
Crédits reportés (note 4)	18 569
	<hr/>
	1 069 369

### AVOIR DE L'ASSOCIATION

Excédent	153 519
Avoir investi dans des biens immobilisés	82 909
Investissement en actions du CCES dans les projets de partenariat	3
Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)	350 000
Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)	447 979
	<hr/>
	1 034 410
	<hr/>
	2 103 779 \$

## État des recettes et des dépenses pour l'exercice se terminant au 31 mars 2008

### REVENUS

Patrimoine canadien (Sport Canada)	
Finance des programmes principaux Services d'éthique et d'antidopage	4 627 000 \$
Finance des programmes principaux Langues officielles	15 000
Financement des projets du CCES Engagement du système sportif et Secrétariat Sport pur	700 000
Services et ventes CCES	598 546
Initiatives en matière d'éthique dans le sport	322 885
Revenus d'investissement et d'intérêt	61 570
Divers	2 780
Projet CorpSensé	94 468
Projet Santé Canada	11 500
	<hr/>
	6 433 749

### DÉPENSES

Services d'éthique et d'antidopage	5 132 281
Engagement du système sportif et Secrétariat Sport pur	1 202 469
Projet CorpSensé	96 336
Projet Santé Canada	14 481
	<hr/>
	6 445 567
	<hr/>
Revenu net (dépendances) de l'exercice	( 11 818) \$

## État de l'avoir de l'association pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	Excédent	Avoir investi dans des biens immobilisés	Investissement en actions du CCES dans les projets de partenariat	Fonds de réserve pour imprévus (note 8)	Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)	Total
<b>Solde - début d'exercice</b>	151 119 \$	97 127 \$	3 \$	350 000 \$	447 979 \$	1 046 228 \$
Revenus nets (dépendances) pour l'exercice	26,137	(37,955)	-	-	-	(11,818)
Achat de biens immobilisés	(23,737)	23,737	-	-	-	-
<b>Solde - fin d'exercice</b>	153 519 \$	82 909 \$	3 \$	350 000 \$	447 979 \$	1 034 410 \$



## Notes afférentes aux états financiers

### 1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Centre est l'autorité reconnue au Canada en matière de sport fondé sur des valeurs et sans dopage. Au nom de la communauté sportive canadienne, l'organisation fournit un leadership solide et efficace au Mouvement Sport pur et au Programme canadien antidopage. Le Centre offre des programmes et des services à l'échelle nationale et internationale en matière de consultation, d'éducation, de soutien technique et de solutions pour faire avancer le sport fondé sur des valeurs et sans dopage au Canada.

Le Centre a été constitué en société sans capital-actions le 29 avril 1991 en vertu de lettres patentes. Le Centre est exonéré de l'impôt sur le revenu étant reconnu comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

### 2. PROCÉDURES COMPTABLES IMPORTANTES

#### (a) Fondements comptables

Les recettes et les dépenses sont déterminées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, laquelle consiste à inscrire aux livres les produits gagnés et les charges engagées en les imputant à l'exercice qui s'applique, sans considération du moment où les opérations sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

#### (b) Contributions du Patrimoine canadien (Sport Canada)

Les contributions reçues du Patrimoine canadien (Sport Canada) sont assujetties à des modalités et des conditions de dépenses précises. Le Patrimoine canadien (Sport Canada) se réserve le droit de vérifier les livres de l'organisation en tout temps pour identifier, s'il y a lieu, les situations où les dépenses réglées au moyen des contributions ne sont pas conformes aux modalités et conditions établies et où des sommes doivent, par conséquent, être remboursées au Patrimoine canadien (Sport Canada). Les corrections apportées aux contributions des années précédentes paraissent à l'année pour laquelle le Sport Canada a demandé le redressement.

#### (c) Amortissement des biens immobilisés

Les biens immobilisés sont indiqués au prix coûtant, moins le montant cumulé des amortissements. Les améliorations locatives sont inscrites nettes de toutes incitations à prendre à loyer. Ces achats sont amortis selon la méthode linéaire suivante : matériel de bureau, 5 ans; matériel informatique, 3 ans; améliorations locatives, selon la durée non écoulée du bail.

#### (d) Conversion de devises étrangères

Actif et passif en devises étrangères ont été convertis en dollar canadien au taux de change effectif à la fin de l'année. Revenus et dépenses sont converties aux taux de change au moment de chaque transaction.

#### (e) Investissement en actions du CCES dans des projets de partenariat

L'investissement du Centre dans International Testing Inc. (ITI), une filiale à part entière faisant l'objet d'une comptabilisation à la valeur d'acquisition, selon laquelle l'investissement est reporté en fonction des coûts et gains de l'investisseur est indiqué au titre des gains du Centre seulement si une administration est effectuée. La filiale à part entière n'a pas été consolidée en raison du fait qu'elle n'est pas essentielle au Centre. La note au point no 7 décrit la répercussion financière de ITI dans le cas où les états financiers auraient été consolidés.

#### (f) Utilisation des prévisions budgétaires

La préparation des états financiers en conformité aux principes de comptabilité généralement acceptés au Canada exige que la gestion fasse des estimations et des suppositions qui touchent les montants rapportés en matière de biens, responsabilités, revenus et dépenses et la divulgation des biens et responsabilités éventuels. Les résultats véritables peuvent différer de ces estimations.

#### (g) Services de bénévolat

L'entreprise reçoit les services de plusieurs bénévoles, dont les coûts ne peuvent être raisonnablement estimés. Pour ces raisons, aucune représentation de ces dépenses n'a été incluse dans ces états financiers.

### 3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers du Centre comprennent les fonds en banque, les investissements à court terme, les comptes clients, les comptes fournisseurs et les charges à payer. De l'avis des gestionnaires, le Centre n'est exposé ni à des taux d'intérêt ni à des risques bancaires considérables en raison de ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers se rapproche de sa valeur comptable, à moins qu'il en soit autrement indiqué.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit provient de la possibilité que les contributeurs et les clients ne puissent honorer leurs engagements et obligations. Le Centre est exposé au risque de crédit par ses comptes débiteurs. La direction est d'avis que le Centre n'est pas exposé à un risque de crédit important.

### 4. FONDS AFFECTÉS

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport administre des fonds au nom de l'Entente antidopage international (EAI).

Les fonds en banque de 14 910 \$ (2007 - 14 910 \$) sont réservés aux activités connexes à l'EAI. Les recettes différées comprennent 14 910 \$ (2007 - 14 910 \$) au sujet de l'EAI.

### 5. INVESTISSEMENTS À COURT TERME

Compte d'épargne à d'intérêt élevé 1 427 599 \$

### 6. IMMOBILISATIONS

	Amortissement		
	Coût	cumulé	Net
Matériel de bureau	28 118\$	10 418\$	17 700 \$
Matériel informatique	68 654	48 671	19 983
Améliorations locatives	56 533	11 307	45 226
	153 305\$	70 396\$	82 909 \$

Les coûts engagés au titre des améliorations locatives sont nets de 158 800 \$ en incitations pour les améliorations locatives.

### 7. INVESTISSEMENT À LONG TERME PROJETS DE PARTENARIAT

International Testing Inc. (filiale en propriété exclusive) 3 \$

Si les états financiers d'International Testing Inc. avaient été consolidés, les biens totaux et les surplus auraient augmenté de 7 059 \$.

## 8. FONDS DE RÉSERVE POUR LES IMPRÉVUS

Au 25 mars 1997, le conseil d'administration du Centre canadien pour l'éthique dans le sport a approuvé la création d'un fonds de réserve pour les imprévus d'une valeur de 250 000 \$. Ces fonds représentent une source de revenus ou d'appui financier qui vise à compenser les interruptions inattendues d'entrée de fonds au Centre. Le Conseil d'administration a approuvé une appropriation de 50 000 \$ provenant des fonds de réserve pour les imprévus à l'excédent pour couvrir une partie du déficit au 31 mars 2000. Au cours de l'année fiscale se terminant au 31 mars 2001, le Conseil d'administration a approuvé un surplus aux fonds de réserve pour les imprévus de 50 000 \$ pour réapprovisionner le fonds à son montant d'origine de 250 000 \$. Une attribution additionnelle de 50 000 \$ a été approuvée au cours de l'exercice de 2001 et celui de 2002 pour augmenter le fonds de réserve pour les imprévus à 350 000 \$ au 31 mars, 2002. Aucune attribution n'a été approuvée au cours de l'année financière qui se termine en 2003 jusqu'au 2008.

## 9. FONDS DE RÉSERVE POUR L'ÉTHIQUE DANS LE SPORT

Le 26 mars 2002, le Conseil d'administration du Centre canadien pour l'éthique dans le sport a approuvé la création d'un fonds de réserve de la stratégie sur l'éthique au montant de 250 000 \$ destiné au financement de projets connexes au développement de la stratégie sur l'éthique à la discrétion du Conseil d'administration. Durant 2004, le Conseil d'administration a autorisé l'affectation d'un montant de 400 000 \$ des surplus du Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport à la suite de la distribution d'une équité dans le programme Anti-Doping International. Le Conseil d'administration a aussi autorisé l'affectation d'un montant maximum de 100 000 \$ du fonds de réserve pour l'éthique dans le sport au surplus dans le but de couvrir le déficit d'exploitation. Le montant réel affecté a été de 33 000 \$. Durant 2005, le Conseil d'administration a aussi autorisé l'affectation d'un montant maximum de 100 000 \$ du fonds de réserve pour l'éthique dans le sport au surplus dans le but de couvrir le déficit d'exploitation. Le montant réel affecté a été de 20 000 \$. Aucune attribution n'a été requise au cours de l'année financière qui se termine en 2006. Durant 2007, le Conseil d'administration a aussi autorisé l'affectation d'un montant maximum de 250 000 \$ du fonds de réserve pour l'éthique dans le sport au surplus dans le but de couvrir le déficit d'exploitation. Le montant réel affecté a été de 149 021 \$. Aucune attribution n'a été requise au cours de l'année financière qui se termine en 2008.

## 10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES CONNEXES

Un gestionnaire du Centre est également un directeur de la Fondation Sport pur, un organisme de bienfaisance enregistré. Le Centre a donné un support administratif au coût 292 243 \$ (2007 - 243 750 \$) à la Fondation. Les comptes clients comprennent un montant échu de la Fondation Sport pur de nil \$ (2007 - 588 \$).

International Testing Inc. (ITI) est une partie connexe par son statut de filiale à part entière du Centre.

## 11. ENGAGEMENTS

Le Centre a signé un bail pour son bureau jusqu'au 31 mai 2017 pour un loyer de base annuel et des frais d'exploitation et taxes connexes d'environ 119 000 \$ par année. Le loyer de base annuel sera de :

2009	\$ 90,694
2010	94,666
2011	98,638
2012	102,610
2013	103,272
2014	103,272
2015	103,272
2016	103,272
2017	103,272

## 12. ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Cet état n'a pas été préparé compte tenu que tous les renseignements pertinents se retrouvent dans les autres états financiers.